



“BIFFAGE”

En 2014, les turbines Arabelle d'Alstom étaient cédées à General Electric, avec l'accord du ministre de l'Économie d'alors, Emmanuel Macron. Sept ans plus tard, elles reviennent à la maison.

RON TORIQUE

Cette entreprise de « biffage » industriel ne se résume pas au cas Alstom. Matignon s'emploie aussi à effacer les errements du passé à coups de subventions. Le 4 février, sur le site d'Arcelor-Mittal, à Dunkerque, Jean Castex confirmait le versement de 1,7 milliard pour investir dans la décarbonation des hauts-fourneaux situés en France. Traduction enjouée de la ministre déléguée chargée de l'Industrie, Agnès Pannier-Runacher : « *Dunkerque construit son avenir en conjuguant lutte contre le réchauffement climatique, industrie et emplois français.* » Y penser toujours, mais ne jamais parler de la politique sociale du groupe ArcelorMittal en Lorraine, et surtout pas à Nicolas Sarkozy et à François Hollande, les deux faces d'un social-libéralisme fondues dans le macronisme.

Jean Castex s'apprête aussi à annoncer ce qu'il appelle « *un plan massif de réinvestissement de Sanofi en France.* [...] *Il faut réimplanter en France la fabrication.* ». Le mot à retenir dans cette phrase, ou plutôt la syllabe : ré-implanter. Jusqu'alors, malgré le crédit d'impôt recherche alloué depuis des années par l'État, toutes majorités confondues, le groupe pharmaceutique désimplantait beaucoup. ■ FRANCK DEDIEU

nt
'un monde

ds, le 4 février 2022.

PRENONS-LES AU MOT

“SUR LA TABLE” : UNE FORMULE QUI REMET LE COUVERT

L'hypothèse d'un transfert du « bureau de poste sur la table », titrait *la Nouvelle République* le 4 février. « L'opération de revitalisation de territoire sur la table du conseil municipal », proclamait *le Dauphiné libéré* la veille. « *Maladie saisonnière, disparition totale du virus, émergence d'un nouveau variant rallongeant la pandémie...* Quatre hypothèses pour les mois et années à venir sont sur la table », pouvait-on lire dans un article du *Télégramme* du 12 janvier. C'est à se demander si nos élus ont encore de la place pour travailler, tant, depuis des années, les dossiers s'accumulent « sur la table ». Si, dans le cas des conseils municipaux, on imagine que les sujets seront vraiment soumis à débat, on peut parfois se demander, comme lorsqu'il s'agit de restrictions censées freiner la pandémie, si une véritable délibération a lieu au sein du gouvernement et s'il ne s'agit pas plutôt de commencer à préparer la population aux décisions qui seront prises. Cela permet, pendant le temps de l'indignation suscitée par ces vraies-fausses annonces, d'expliquer que « pour l'instant tout ceci n'est pas à l'ordre du jour » mais qu'on « n'écarte aucune piste », pour mieux renforcer l'idée que la concertation bat son plein et que le débat d'idées n'a jamais été aussi fécond. Quand, dans un article intitulé « *45 heures par semaine* », Emmanuel Macron veut-il faire travailler davantage les jeunes ? », *la Voix du Nord* indique que cette idée était « déjà sur la table en 2016 », on comprend qu'elle est prévue de longue date et qu'il n'est surtout pas question d'y renoncer. Bref, lorsqu'un projet est « sur la table », c'est qu'il n'y a quasi plus aucune chance de la renverser. ■

SAMUEL PIQUET